



Centre hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉ PUBLIC DE
SERVICES**

Maintenance préventive et corrective des groupes électrogènes des établissements du GHT Yvelines Sud

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Appel d'offres passé en application des articles L.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5, du code de la
commande publique










Consultation n°

2025SB09

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	4
2.	OBJET DU CONTRAT.....	4
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	6
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
8.	LITIGE ET SANCTIONS	19
9.	FIN DU CONTRAT	20

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Maintenance préventive et corrective des groupes électrogènes des établissements du GHT Yvelines Sud
	Acheteur	Centre hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud.
	Type de contrat	Marché à prix mixte avec une partie forfaitaire et une autre à bons de commande sans minimum avec maximum mono-attributaire de services Une partie forfaitaire et une partie à bons de commandes dont le montant maximum est estimée à 265 0000 € HT
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	voir annexes
	Durée	12 mois + 3 reconductions * 12 mois
	Pénalités de retard	Voir l'article 8 du présent document sur les pénalités
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix mixtes (unitaires et forfaitaires)

PREAMBULE

Le Centre hospitalier de Versailles étant établissement support du GHT Sud 78, agit pour son propre compte et le compte des établissements parties au GHT désigné dans l'annexe à l'acte d'engagement.

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des articles des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Dispositions particulières liées au GHT :

Concernant les relations contractuelles liées à la phase d'exécution du contrat, elles sont établies entre le Titulaire et l'établissement concerné par l'exécution des prestations.

Ainsi, les dispositions suivantes dérogent aux articles du CCAG visé dans les pièces contractuelles au présent document, qui désignent le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) comme responsable des actes d'exécution du marché:

- Dispositions relatives à la demande de paiement










La présentation des demandes de paiement (acompte, solde) s'effectue auprès de chaque établissement concerné par l'exécution du contrat. Aucune demande de paiement ne peut être envoyée à un établissement non concerné par l'exécution d'une prestation dont il n'est pas le donneur d'ordre. L'envoi erroné d'une demande de paiement ne fait pas courir le délai de 50 jours. Le(s) comptables assignataires sont désignés à l'annexe à l'acte d'engagement. Les intérêts moratoires sont appliqués au(x) seul(s) établissement(s) concerné(s) par le retard de paiement.

Par ailleurs, se reporter à l'article du présent CCAP sur la demande de paiement et notamment la facturation électronique.

- L'établissement support intervient dans les relations contractuelles pour le compte des autres établissements dans les situations suivantes :
 - Prononciation de la résiliation du contrat
 - Assistance à l'établissement concerné pour les règlements amiables et juridictionnels du contrat
 - Signature des modifications du contrat (avenant) et des sous-traitances.
 - Dénonciation pour non reconduction tacite

Tous les actes d'exécution non prévus dans cette présente disposition sont établis entre le Titulaire et l'établissement (les établissements) concerné(s) par l'exécution des prestations.

Les établissements du GHT Yvelines Sud, listés ci-dessous, sont concernés par le présent marché :

-  Centre Hospitalier de Versailles
-  Centre Hospitalier de Rambouillet
-  Centre Hospitalier de Plaisir
-  Le Centre Hospitalier de la Mauldre
-  Hôpital gériatrique Philippe Dugué de Chevreuse
-  Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion (HPR)
-  Hôpital Le Vésinet
-  Hôpital de Houdan
-  Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de Viroflay – Les Aulnettes (EHPAD)

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un marché passé en procédure adaptée ouverte (Article L2123-1 et R2123-1 - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maintenance préventive et corrective des groupes électrogènes des établissements du GHT Yvelines Sud

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent la maintenance préventive et corrective des groupes électrogènes des établissements du GHT 78 sud.

Le présent marché est constitué d'un seul et unique lot.

Le présent marché est à prix mixte avec une partie forfaitaire (DPGF) et une partie à bons de commande (BPU) sans montant minimum avec un montant maximum.

Il porte sur deux types de prestations.

Le marché est traité à prix forfaitaires conformément à la décomposition de prix global et forfaitaire annexés à l'acte d'engagement pour :

- La maintenance et l'entretien préventifs des groupes électrogènes selon les gammes de maintenance et les prestations retenues par établissement conformément aux annexes;
- L'assistance aux essais réglementaires des groupes électrogènes ;
- La maintenance corrective avec les interventions correctives en jours et heures ouvrés ou sous astreinte 24/24 heures et 7/7 jours y compris jours fériés avec un délai d'intervention de 2h ;
- La prise en charge, par le titulaire, des frais de main-d'œuvre et de déplacement consécutifs à la maintenance préventive et aux dépannages (**comprenant les petites fournitures et les pièces détachées dont le montant unitaire est inférieur ou égal à 50€ HT**) ;
- La fourniture des consommables courants;
- L'évacuation et le suivi des déchets ;
- Le devoir de conseil ;
- Le haut niveau d'expertise demandé à l'entreprise sur l'exploitation des groupes électrogènes
- La formation des personnels ;
- Les éventuelles réunions d'exploitation et ses indicateurs associés ;

Il est à prix unitaires conformément aux bordereaux des prix annexés à l'acte d'engagement pour :

- **Les prestations de remplacement** sur bon de commande **des pièces et organes défectueux non prévus dans les gammes de maintenance dont le montant unitaire des petites fournitures et les pièces détachées est supérieur à 50€ HT**;
- La mise à disposition d'un groupe électrogène pour dépannage des installations de secours défaillantes ;
- Les maintenances décennales de certains sites ;
- Les travaux d'améliorations ou de mise en conformité des installations maintenues.

■ **Lieu d'exécution :**

- le Centre Hospitalier de Versailles
- le Centre Hospitalier de Plaisir
- le Centre Hospitalier de La Mauldre
- le Centre Hospitalier de Rambouillet
- l'Hôpital Le Vésinet
- l'Hôpital de Gériatrie de Chevreuse
- le Centre Hospitalier de Houdan
- l'Hôpital de Pédiatrie et de rééducation (H.P.R) de Bullion.
- l'Ehpad les Aulnettes

■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. Exception faite aux travaux d'améliorations ou de mise en conformité des installations maintenues. Pour la réalisation de ces travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de remettre en concurrence d'autres prestataires, et de leur attribuer, le cas échéant les travaux concernés.

■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec le titulaire, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

2.2. Pièces contractuelles

Le présent marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS):

- ❖ L'acte d'engagement et ses annexes;
 - Annexe à l'AE Membres parties GHT Yvelines Sud,
 - Les annexes Financières (BPU et DPGF)
- ❖ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- ❖ Le cahier des clauses technique particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 01 CCTP - inventaire et synthèse des prestations,
 - Annexe 02 CCTP - gamme maintenance GE,
 - Annexe 03 CCTP – Organisation des essais,
 - Annexe 04 CCTP – Planning visite de site,
- ❖ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- ❖ Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- ❖ L'offre technique du titulaire ;
- ❖ Les pièces particulières et/ou annexes éventuelles ;

- ❖ Les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché ;
- ❖ Les bons de commande.

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du marché:

Les prestations du marché ne font l'objet d'aucune décomposition. Le marché est constitué d'un seul et unique lot.

Le présent marché est à prix mixte avec une partie forfaitaire (DPGF) et une partie à bons de commande (BPU).

La partie à **bons de commande est exécuté sans minimum avec maximum** mono-attributaire en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum de la partie à bons de commande est fixé à deux-cent soixante-cinq mille (265 000 € HT).

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un marché de **services**.

■ Type de procédure

Le présent marché est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 et R.2124-1 à R.2124-2 du code de la commande publique.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter **du 1^{er} janvier 2026 ou de la date de notification du marché si celle-ci est ultérieure.**

Le marché prend effet à la même date pour l'ensemble des établissements adhérents.

Il est reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois, par tacite reconduction.

La décision de non reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant son terme. Le titulaire ne peut ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas **48 mois** (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R 2112-4 du code de la commande publique.

■ **Calendrier détaillé d'exécution :**

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire prévu dans l'annexe 3 du présent marché.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Les devis en cas de problèmes constatés par l'entreprise doivent être remis aux différents établissements dans un délai de 15 jours maximum.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Le présent marché est à prix mixte avec **une partie forfaitaire (DPGF) et une partie à bons de commande (BPU).**

Le marché est traité à prix forfaitaires conformément à la décomposition de prix global et forfaitaire annexés à l'acte d'engagement pour :

- La maintenance et l'entretien préventifs des groupes électrogènes selon les gammes de maintenance et les prestations retenues par établissement conformément aux annexes;
- L'assistance aux essais réglementaires des groupes électrogènes ;
- La maintenance corrective avec les interventions correctives en jours et heures ouvrés ou sous astreinte 24/24 heures et 7/7 jours y compris jours fériés avec un délai d'intervention de 2h ;
- La prise en charge, par le titulaire, des frais de main-d'œuvre et de déplacement consécutifs à la maintenance préventive et aux dépannages (**comprenant les petites fournitures et les pièces détachées dont le montant unitaire est inférieur ou égal à 50€ HT**) ;
- La fourniture des consommables courants;
- L'évacuation et le suivi des déchets ;
- Le devoir de conseil ;
- Le haut niveau d'expertise demandé à l'entreprise sur l'exploitation des groupes électrogènes
- La formation des personnels ;
- Les éventuelles réunions d'exploitation et ses indicateurs associés ;

Il est à prix unitaires conformément aux bordereaux des prix annexés à l'acte d'engagement pour :

- **Les prestations de remplacement sur bon de commande des pièces et organes défectueux non prévus dans les gammes de maintenance dont le montant unitaire des petites fournitures et les pièces détachées est supérieur à 50€ HT);**
- La mise à disposition d'un groupe électrogène pour dépannage des installations de secours défaillantes ;

- Les maintenances décennales de certains sites ;
- Les travaux d'améliorations ou de mise en conformité des installations maintenues.

Les prix de l'offre sont appliqués sans négociation, à chaque bon de commande, aux prestations réellement exécutées.

Les pièces et les accessoires non couverts la DPGF feront l'objet d'un devis préalable soumis à l'accord de l'établissement membre du groupement concerné.

L'ensemble de ces coûts garantit l'obligation de résultat du Titulaire.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Les prix ne pourront être révisés qu'à chaque date d'anniversaire du marché.

Le titulaire adresse la révision des prix au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire du présent marché.

ICHT-IMEn : Indice de l'année n du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques de l'année n

ICHT-IME0 : Indice initial du coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électriques

FSD1n : indice de l'année n Frais et services divers

FSD10 : indice initial Frais et services divers

Pn : Prix mis à jour à l'année n

P0 : Prix initial du présent marché

$$P_n = P_0 * \left(0.8 \frac{ICHT - IMEn}{ICHT - IME0} + 0.2 \frac{FSD1n}{FSD10} \right)$$

La révision des prix unitaires est calée sur la révision des tarifs du titulaire avec les limites imposées par la clause butoir.

Cette variation des prix ne s'applique pas aux montants des maintenances triennale et décennale.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent notamment :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des installations, des lieux de livraison, des voies d'accès et des conditions d'exécution et de tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient, en quelque manière, influencer sur les conditions de livraison et sur le prix du marché.

Les prix sont exprimés en euro € (deux décimales maximum).

L'ensemble de ces coûts garantit l'obligation de résultat du Titulaire.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

■ **Clause butoir et de sauvegarde :**

En tout état de cause, l'application de la révision ne doit pas conduire à une augmentation de plus de 2% annuellement par rapport au prix antérieurement pratiqué. Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant le montant du détail quantitatif estimatif de l'année N-1 au montant de l'année N.

Au-delà de ce pourcentage, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au marché, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

En cas de circonstances imprévisibles et exceptionnelles entraînant une augmentation supérieure à 2%, le titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur toutes pièces utiles justifiant les variations économiques subies. Une négociation pourra alors être engagée et un avenant pourra être conclu.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en œuvre la clause de variation des prix. Dans le cas contraire les anciens tarifs seront appliqués jusqu'à la prochaine révision.

■ **Offres promotionnelles :**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Ce tarif est annexé au marché public et constitue une pièce contractuelle.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché public annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande, de la reconduction, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% si le fournisseur est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;

- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- la date de la facture ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande s'il y a lieu ;
- la prestation exécutée ;
- le prix net hors taxe de chaque prestation ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Voir l'annexe à l'acte d'engagement pour les informations sur les établissements concernés par l'exécution du marché.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

■ Périodicité des paiements :

Les paiements sont trimestriels pour la partie forfaitaire sauf pour les prestations de maintenances triennales et décennales (DPGF).

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations pour les maintenances triennales et décennales (DPGF) et pour la partie à bons de commandes.

■ Sûreté sur avance :

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Adresse de remise des demandes de paiement :

Voir l'annexe à l'acte d'engagement sur les établissements concernés par ce marché.

■ Comptable assignataire des paiements :

Voir l'annexe à l'acte d'engagement sur les établissements concernés par ce marché.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions générales de réalisation des prestations

Toutes les mesures sont prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations et notamment celles fixées au CCTP.

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation et ceci conformément aux délais prescrits dans les bases légales. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec accusé réception.

Tout manquement aux dispositions du présent chapitre, entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

6.2. Bons de commande

Les prestations sont effectuées au vu de bons de commandes émanant de l'établissement concerné, signés par le représentant ou la personne ayant reçu délégation.

Les bons de commande relatifs au marché peuvent être émis dès notification.

Les commandes seront établies au fur et à mesure des besoins de l'établissement membre concerné.

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Si une commande ne comporte pas ces mentions ou signatures, le titulaire du marché peut la rejeter : la facture relative à cette commande ne sera pas honorée.

Le titulaire doit exécuter l'ensemble des commandes qui lui sont demandées par les établissements concernés.

Le titulaire doit informer systématiquement l'établissement concerné en cas de difficulté d'exécution des prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Cependant, si la durée d'exécution se poursuit au-delà de la date de fin de marché, elle ne doit pas excéder trois mois par rapport à la date de fin de marché.

6.3. Qualification et réglementation

Le titulaire doit posséder l'ensemble des agréments réglementaires requis pour réaliser les prestations, objet du marché, et ce pendant toute la durée d'exécution.

Toutes les mesures sont prises par le titulaire du marché pour répondre à la réglementation et les normes en vigueur dans l'exécution des prestations.

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent C.C.A.P. et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

6.4. Garantie

En application de l'article 28 du CCAG-FCS, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière à compter du jour de la réception pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière à compter du jour de la réception.

■ Garantie des pièces

Toutes les pièces et accessoires bénéficient d'une durée de garantie minimale de 12 mois. Dans le cas d'une rémunération à la pièce, si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à 12 mois, il n'y a pas de nouvelle facturation.

Il est souhaitable que toute pièce remplacée et couverte par une garantie soit mentionnée comme telle sur le rapport de maintenance avec la date d'effet de la garantie.

■ Garantie des prestations

Toutes les prestations bénéficient d'une garantie minimale de 2 mois.

Dans le cas d'une rémunération au service fait, si une nouvelle défaillance ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à 2 mois, il n'y a pas de nouvelle facturation.

■ Défaut de fabrication

En cas de rappel d'une série de fabrication, le titulaire doit procéder dans les plus brefs délais au changement des matériaux concernés. L'établissement concerné est en droit d'exiger une contrepartie financière liée aux surcoûts engendrés par les prestations supplémentaires.

6.5. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le responsable de l'établissement concerné se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

6.6. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants

amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérifications des prestations :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications après exécution des prestations. Les vérifications de l'exécution des prestations sont effectuées par le bénéficiaire, en présence du représentant du titulaire afin de signer, contradictoirement, la fiche de fin d'intervention et de prendre les dispositions nécessaires visant à corriger les éventuelles anomalies.

Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

La mission du prestataire s'achève après réception des prestations telle que prévue aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS. L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie par l'établissement concerné.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par les établissements concernés par l'exécution du marché.

6.7. Clause de réexamen de l'accord initial

En cours d'exécution le **périmètre du contrat** peut être modifié sans faire l'objet d'une modification du contrat.

■ Ajout d'un établissement

Un établissement peut, dans l'hypothèse où il n'est pas initialement recensé comme bénéficiaire, être intégré au cours de l'exécution du marché par voie d'avenant et sous réserve de l'accord du titulaire du marché.

■ Sortie d'un établissement membre en cours de marché

Chaque établissement concerné par l'exécution peut être amené à mettre un terme à tout moment aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et avec exécution des prestations à ses frais et risques, jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge, en cas de non-respect de la qualité des prestations, de la non observation des règles de discrétion, etc...).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire.

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision d'arrêt de passation des commandes interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, un avenant sera établi pour acter la sortie de l'établissement concerné.

6.8. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur ou égal à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.2. Mesure de sécurité

Chaque établissement concerné par l'exécution du marché a défini, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (Code du Travail - Articles R. 237-1 à R. 237-28), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché doit respecter. Chaque établissement concerné assure la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs propres sites.

Chaque établissement concerné par l'exécution du marché se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

En cas d'extrême urgence où la sécurité des personnes et des biens est en danger, le titulaire doit signaler sans délai aux directeurs d'établissement, responsables des services concernés et l'ingénieur technique, l'importance du danger afin de prendre immédiatement les mesures qui s'imposent.

7.3. Mesures d'hygiène

Il est apporté le plus grand soin à la propreté des interventions afin de garantir l'hygiène attendue dans les établissements concernés par l'exécution du marché. Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'émission de poussières à l'occasion des interventions.

Par ailleurs, une validation des protocoles d'intervention doit être effectuée au préalable en cas de réparation importante.

7.4. Permis de feu

Toute intervention par point chaud (meulage, soudure, etc...) fera l'objet d'un permis de feu préalable à l'intervention. Dans le cas d'intervention non urgente, le permis doit être établi au moins la veille de l'intervention.

7.5. Rapports techniques d'intervention et autres documents de suivi d'exécution

Pour les besoins de la mesure des résultats du marché, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

Chaque visite, quelle qu'en soit la nature, fait l'objet d'un rapport détaillé mentionnant le travail effectué et toutes observations utiles relatives au fonctionnement des matériels, ou susceptibles de mettre en cause la sécurité.

Avant le départ du technicien, un contrôle est effectué en présence du chargé d'exploitation sur le travail réalisé et sur le bon fonctionnement des installations.

Ce rapport sera remis dès la fin de l'intervention au responsable désigné par chacun des établissements concernés et visé par celui-ci.

Ce rapport peut être en version numérique ou version papier.

L'internant technique remplit et signe tout autre document de suivi imposé par l'établissement concerné par l'exécution du marché.

7.6. Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;

- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Les supports informatiques, documents et informations de toute nature (techniques, financières, organisationnelles...) fournis par chaque établissement concerné par l'exécution du marché au titulaire restent la propriété de l'établissement concerné.

Ces données sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal. Le pouvoir adjudicateur pourra également prononcer la résiliation immédiate du présent marché, sans indemnité en faveur du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations du titulaire, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Cette clause de confidentialité continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

7.7. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

7.8. Habilitations des intervenants

Les techniciens intervenant sur les équipements concernés par le présent marché doivent disposer des habilitations réglementaires éventuellement requises.

7.9. Identification du personnel

Le personnel devra être muni de vêtement permettant l'identification de la société. A défaut le port d'un badge d'identification sera obligatoire.

7.10. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

7.11. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;

- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

7.12. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.13. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, **sans mise en demeure préalable**.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

8.2. Pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du marché, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

PENALITES
Retard pour intervention corrective : délai 2h (H24) / 100€ par heure (toute heure commencée est due)
Non remise de l'état des lieux contradictoire : délai 1 mois / 100€ par jour de retard
Non remise du rapport d'étonnement : délai 1 mois / 100€ par jour de retard
Non levées de réserves de fin de marché : délai date de fin de marché / montant dernière échéance trimestrielle + prestations réalisées aux frais et risques du titulaire après mise en demeure
Non remise complète des documents mis à jour en fin de marché : délai date de fin de marché / 100€ par jour de retard
Absence de formation des personnels : délai 6 mois / 100€ par jour de retard
Absence aux essais : 250€ forfaitaire sur simple constat
Qualification non conforme et ou insuffisante du personnel mis à disposition : 250 € forfaitaire / intervention
Retard dans l'exécution et la transmission du devis : délai de 15 jours maximum à partir de la constatation
En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles relatives aux délais non spécifiquement énumérés dans le présent CCAP, une pénalité de 100 € par jour de retard sera appliquée.

Cette pénalité s'appliquera à tous les autres délais indiqués dans le CCTP qui n'ont pas fait l'objet d'une clause de pénalité spécifique dans le CCAP. La pénalité sera calculée à partir de la date d'échéance du délai jusqu'à la date de conformité effective.

8.3. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 36 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La

diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement à l'amiable des litiges :

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DIRECTE (<http://direccte.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 32.1 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue de Saint-Cloud

78011 VERSAILLES

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

Dérogation à l'article 4 du CCAG FCS par l'article 2.2 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 8.1 du CCAP



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(Légifrance\)](#)

[CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021](#)